

"Guide du maintien de la paix 2009", Jocelyn Coulon (dir)

jeudi 9 juillet 2009, par [Etienne TREMBLAY-CHAMPAGNE](#)

Géopolitique de la guerre et de la paix. Présentation du *Guide du maintien de la paix 2009*, Jocelyn Coulon (dir), Montréal : Athéna Éditions, 2008, 240 p.

Ce livre offre un portrait des différentes problématiques relatives aux opérations de paix. Ce tour d'horizon est effectué par le biais d'études de cas auxquelles s'ajoute une section documentaire. Les thèmes abordés dans le guide font état de la complexification des opérations de paix contemporaines, présentent leurs opportunités et leurs défis, et abordent la régionalisation de leur mise en œuvre.

LA SEPTIEME édition du Guide du maintien de la paix fait appel à neuf chercheurs français, libanais, camerounais et canadiens, sous la direction de Jocelyn Coulon, afin de brosser un portrait général des différentes problématiques relatives aux opérations de paix. Ce tour d'horizon est effectué par le biais d'études de cas auxquelles s'ajoute une section documentaire. Les thèmes abordés dans le guide font état de la complexification des opérations de paix contemporaines, présentent leurs opportunités et leurs défis, et abordent la régionalisation de leur mise en œuvre. Les textes, d'une quinzaine de pages chacun, visent à approfondir certaines situations pour un lecteur intéressé et informé.

Les quatre premiers textes du guide soulignent les défis inhérents aux opérations de paix contemporaines à travers les études de cas de trois points chauds en 2008, le Liban, le Kosovo et le Darfour. Ces missions, qui disposent de moyens plus importants qu'auparavant, sont toutefois chargées de mettre en œuvre des mandats ambitieux dans le cadre de situations difficiles tout en devant faire face à une série de compromis politiques. On y souligne aussi quelques innovations relatives aux opérations de paix, tel que le commandement naval de la FINUL ou la structure hybride de la MINUAD. Par ailleurs, la participation régionale aux opérations de paix, un phénomène de plus en plus fréquent, est examinée à travers l'analyse institutionnelle de la CEEAC, une organisation d'Afrique centrale aujourd'hui impliquée en Centrafrique. Le rôle de la France est également abordé à travers une analyse des coûts financiers des opérations extérieures françaises, que ce soit dans les Balkans, au Liban et en Afrique. Enfin, le dernier texte analyse l'application du droit des conflits armés dans les opérations de stabilisation, qui se situent à la frontière entre la logique militaire et la logique civile.

La complexité des opérations de paix

Dans le premier texte, Stéphane Pfister, chercheur à l'Institut européen de l'Université de Genève, analyse l'impact de la FINUL II sur l'environnement stratégique du Sud-Liban depuis 2006. La résolution 1701, qui marque un tournant pour la FINUL, aura transformé une force d'interposition classique en force de stabilisation avec un renforcement conséquent de ses moyens. Elle rend toutefois le mandat de la FINUL plus complexe : la mission vise notamment à renforcer les capacités de l'État libanais tout en interagissant avec les groupes armés du Sud-Liban. La FINUL se retrouve également plongée dans une région politiquement sensible, ce qui demande des efforts diplomatiques constants afin d'assurer son succès. La FINUL est également le sujet du deuxième texte du guide, où Fady Fadel, de l'Université Antonine et de l'Université La Sagesse au Liban, examine les responsabilités accrues de la mission onusienne depuis la résolution 1701. La nouvelle version de la FINUL dispose de plusieurs atouts afin de

jouer son rôle renforcé, dont un mandat précis, l'ajout d'une composante navale et d'une cellule militaire stratégique basée à New York. Le chercheur passe en revue les règles d'engagement complexes de la mission, rappelant qu'elle doit laisser l'armée libanaise à l'avant plan, notamment face aux processus de désarmement ou la défense du territoire libanais.

Les compromis politiques inhérents aux opérations de paix

Dans le troisième texte du guide, Odile Perrot, docteur en science politique, recense la série de compromis politiques qui ont marqué l'histoire du Kosovo, notamment au sein de l'ex-Yougoslavie et les initiatives diplomatiques récentes face à son statut, dont le plan Ahtisaari. Même après la déclaration d'indépendance, le statut exact de l'ancienne province serbe reste flou pour les organisations internationales actives sur le terrain. La chercheuse indique par la suite comment cette ambiguïté a affecté la mission d'administration onusienne au Kosovo dans le cadre d'une autonomie supervisée par la communauté internationale, la MINUK, et l'arrivée de la mission européenne, l'EULEX. Rappelant que cette dernière devait initialement remplacer la MINUK, l'auteure estime que l'avenir du Kosovo dépendra des marchandages entre grandes puissances. Pour sa part, David Ambrosetti, chercheur au CNRS, examine la situation au Darfour. Abordant la création d'une mission hybride ONU/UA afin de se substituer à une mission de paix uniquement africaine, il estime que le succès de la mission reste incertain étant donné l'absence de paix sur le terrain et les répercussions de la justice internationale. Selon lui, l'hybridité de la MINUAD à la suite d'un compromis au Conseil de sécurité de l'ONU, bien qu'étant une initiative innovatrice, est politiquement fragile dans le contexte du Darfour.

La participation aux opérations de paix

Jean Kenfack, de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC), présente pour sa part l'implication de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) dans le cadre des opérations de paix régionales. Le chercheur explique le contexte de l'implication de l'organisation régionale, l'architecture juridique sous-jacente à ses activités et les défis qu'elle a encore à relever dans une région institutionnellement fragile. La participation française aux opérations de paix est également le sujet abordé par Jean-Paul Hébert, du CIRPES. Celui-ci, à travers son analyse des coûts financiers des opérations extérieures françaises, démontre statistiquement l'implication croissante de la France dans ce type d'opérations depuis la fin de la guerre d'Algérie. Il estime que cette tendance se poursuivra, mais évalue que la prise de décision n'est pas soumise à un contrôle parlementaire suffisant.

L'application des normes juridiques à des opérations complexes

Dans le dernier texte d'analyse, Sébastien Botreau-Bonnetterre, doctorant de l'Université de Caen-Basse Normandie, aborde l'aspect juridique de l'analyse des opérations de paix en proposant ses réflexions quant à la place du *jus in bello* dans le cadre des opérations de stabilisation. Il s'agit d'un sujet complexe puisque les opérations de stabilisation opèrent à la limite entre le droit des conflits armés et celui des droits de l'Homme. Avec la multiplication des opérations de stabilisation, les deux logiques devront graduellement cohabiter.

Une section documentaire exhaustive

Enfin, Stéphane Tremblay et Charles Létourneau fournissent dans la section documentaire des outils afin d'obtenir une vue d'ensemble des opérations de paix par le biais d'une chronologie des événements entre 2008 et 2009, une série de données statistiques et une liste de sites Internet de référence.

Plus sur le site de l'éditeur [Voir](#)

P.-S.

Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix (ROP)